

Table des matières

Table des abréviations.....	3
Bibliographie.....	4
Introduction.....	5
Note au lecteur	6

Première partie. Les buts de l'action administrative

Chapitre 1. La satisfaction de l'intérêt général par l'activité de service public 8

Section I. La notion de service public 8

§ 1. L'évolution des critères d'identification du service public..... 9

A. Le critère finaliste : la poursuite de l'intérêt général 10

1. *L'intérêt général, une notion évolutive 10*

2. *SP obligatoires et SP facultatifs..... 12*

B. Le critère organique : la présence directe ou indirecte d'une personne publique...14

1. *Un service public classiquement géré par une personne publique 14*

2. *Un service public possiblement géré par une personne privée sous le contrôle d'une personne publique 14*

C. La question du critère fonctionnel..... 16

Synthèse : L'activité est-elle un service public ? 20

§ 2. La distinction SPA-SPIC 22

A. L'apparition des SPIC 22

B - Les éléments de la distinction SPA-SPIC 24

Section II. Le régime juridique du service public 28

§ 1. Le principe de mutabilité du service public..... 28

A. Définition et fondement 28

B. Effets du principe 28

§ 2. Le principe de continuité du service public..... 30

A. Définition et fondement 30

B. Effets du principe 30

§ 3. Le principe d'égalité devant le service public..... 37

A. Définition et fondement 36

B. Effets du principe sur les usagers du service public 40

1. *La discrimination résulte de la loi..... 40*

2. *Il existe une différence de situation appréciable entre les usagers..... 42*

3. *Un intérêt général en lien avec le service impose la discrimination 44*

Chapitre 2. La préservation de l'ordre public par l'activité de police administrative 46

Section I. La notion d'ordre public 46

Section II. La distinction entre police administrative et police judiciaire 50

§ 1. La mise en œuvre d'un critère finaliste 50

§ 2. L'hypothèse des opérations mixtes 52

Section III. Les concours entre polices administratives	54
§ 1. Le concours entre plusieurs autorités de police générale	54
A. Les autorités de police administrative générale	54
B. Le pouvoir de substitution d'action du préfet	56
C. L'aggravation, au niveau local, des mesures adoptées par l'autorité étatique ..	56
§ 2. Le concours entre police générale et police spéciale	58
A. Présentation des polices administratives spéciales.....	58
B. Encadrement du concours entre police spéciale et police générale	60
1. <i>La même autorité détient un pouvoir de police générale et un pouvoir de police spéciale.....</i>	60
2. <i>L'autorité de police spéciale et l'autorité de police générale sont distinctes</i>	60
Section IV. L'encadrement de l'exercice des pouvoirs de police	62
§ 1. L'obligation d'user des pouvoirs de police	62
A. Conditions de légalité du refus de faire usage de ses pouvoirs de police	62
B. Mise en jeu de la responsabilité pour carence de l'autorité de police	62
§ 2. Les conditions de légalité d'une mesure de police administrative	64
A. Le contrôle du but de la mesure de police administrative.....	64
B. Le contrôle de la stricte nécessité de la mesure de police	66

Deuxième partie. Les moyens de l'action administrative

Chapitre 1. L'acte administratif unilatéral	70
Section I. La notion d'acte administratif unilatéral.....	70
§ 1. Les critères d'identification de l'acte administratif unilatéral	70
A. La définition classique de l'acte administratif unilatéral.....	72
B. La définition moderne de l'acte administratif unilatéral.....	72
1. <i>Acte de droit privé adopté par une personne publique</i>	72
2. <i>Acte administratif adopté par une personne privée</i>	72
§ 2. Typologie des actes administratifs unilatéraux.....	74
A. Acte explicite / Acte implicite	74
B. Acte individuel / Acte réglementaire	74
C. Acte décisoire / Acte non décisoire	76
1. <i>Critère de distinction entre acte décisoire et acte non décisoire</i>	76
2. <i>Acte décisoire et notions proches</i>	78
3. <i>Actes non décisaires</i>	80
Section II. Le régime de l'acte administratif unilatéral	84
§ 1. L'apparition de l'acte administratif unilatéral	84
A. L'adoption de l'acte administratif unilatéral.....	84
1. <i>L'acte est-il soumis à l'obligation de motivation ?</i>	84
2. <i>L'acte est-il soumis à une procédure contradictoire ?</i>	86
3. <i>L'acte est-il soumis à une procédure consultative ?.....</i>	88
B. L'entrée en vigueur de l'acte administratif unilatéral.....	90
§ 2. La disparition non contentieuse de l'acte administratif unilatéral.....	93
A. L'abrogation des actes administratifs unilatéraux	94
1. <i>L'abrogation des actes non créateurs de droits</i>	94
2. <i>L'abrogation des actes individuels créateurs de droits</i>	94
B. Le retrait des actes administratifs unilatéraux.....	96
1. <i>Le retrait des actes non créateurs de droits.....</i>	96
2. <i>Le retrait des actes créateurs de droits</i>	96
Synthèse : Comment savoir si une autorité administrative peut ou doit abroger ou retirer une décision ?	98

Chapitre 2. Le contrat administratif.....	100
Section I. La notion de contrat administratif.....	100
§ 1. Les hypothèses de qualification législative du contrat.....	102
A. Les marchés publics.....	102
1. Critère organique.....	102
2. Critère matériel.....	102
3. Critère de la rémunération.....	102
B. Les concessions de services ou de travaux.....	104
§ 2. Les critères jurisprudentiels du contrat administratif.....	106
A. Le critère organique.....	106
1. La présence directe d'une personne publique parmi les parties au contrat.....	106
2. La présence indirecte d'une personne publique.....	108
B. Les deux critères matériels alternatifs.....	115
1. Le contrat a pour objet l'exécution d'un service public.....	116
2. Le contrat reconnaît des pouvoirs exorbitants du droit commun à la personne publique.....	122
Synthèse – Le contrat remplit-il les critères jurisprudentiels du contrat administratif ?.....	128
Section II. Le régime des contrats administratifs.....	130
§ 1. Les droits et obligations de l'administration.....	130
A. Les obligations de l'administration.....	130
B. Les droits de l'administration.....	130
1. Les pouvoirs de direction et de contrôle.....	132
2. Le pouvoir de sanction.....	132
3. Le pouvoir de modification unilatérale.....	134
4. Le pouvoir de résiliation unilatérale dans l'intérêt général.....	134
§ 2. Les droits et obligations du cocontractant.....	136
A. Les droits et obligations du cocontractant en l'absence d'évènement troublant l'exécution du contrat.....	136
B. Les droits et obligations du cocontractant en présence d'un évènement troublant l'exécution du contrat.....	136
1. La force majeure.....	138
2. L'imprévision.....	138
3. Le fait du Prince.....	140

Troisième partie. L'encadrement juridique de l'action administrative

Chapitre 1. Les sources du droit administratif.....	144
Section I. Les sources constitutionnelles.....	144
§ 1. Le bloc de constitutionnalité.....	144
A. Les articles constitutionnels.....	146
1. Les règles utilisées par le juge administratif.....	146
2. L'interprétation des dispositions constitutionnelles.....	148
B. Le Préambule de la Constitution.....	150
1. Contenu du Préambule.....	150
2. Valeur juridique du Préambule.....	152
C. Les principes à valeur constitutionnelle.....	154
§ 2. Les contrôles de constitutionnalité.....	156
A. L'incompétence du juge administratif pour contrôler la constitutionnalité des lois et des traités.....	156
1. L'incompétence du juge administratif pour contrôler la constitutionnalité des lois.....	156

2. <i>L'incompétence du juge administratif pour contrôler la constitutionnalité des traités</i>	156
B. La compétence du juge administratif pour contrôler la constitutionnalité des actes administratifs.....	158
1. <i>La compétence de principe du juge administratif</i>	158
2. <i>Les exceptions à la compétence du juge administratif</i>	158
Section II. Les sources internationales	160
§ 1. Le droit international général	160
A. Les conditions à l'effet juridique des traités	160
1. <i>Le contrôle du respect des conditions de l'article 55</i>	160
1. <i>Les conditions de l'effet direct des traités</i>	164
2. <i>La question de l'interprétation des traités</i>	164
B. Les contrôles de conventionnalité exercés par le juge administratif	166
1. <i>L'admission immédiate du contrôle de conventionnalité des actes administratifs</i>	166
2. <i>L'exercice plus tardif d'un contrôle de conventionnalité des lois</i>	166
3. <i>Le rejet du contrôle de conventionnalité des traités</i>	170
§ 2. La spécificité des sources communautaires	172
A. Le droit primaire.....	172
B. Les règlements communautaires.....	172
C. Les directives communautaires	174
1. <i>Invocabilité d'exclusion d'une directive communautaire dans le cadre d'un recours par voie d'exception</i>	176
2. <i>La question de l'invocabilité de substitution d'une directive communautaire dans le cadre d'un recours par voie d'action</i>	178
Section III. Les sources législatives et réglementaires	180
§ 1. Les lois.....	180
§ 2. Les règlements.....	180
Section IV. Les principes généraux du droit	182
§ 1. Notion de principe général du droit (PGD)	182
A. Apparition des PGD	182
B. Modalités de création des PGD	184
C. PGD de première et seconde générations.....	184
§ 2. Valeur juridique des PGD.....	186
A. Une valeur supra- et infra-législative	186
B. PGD et notions proches	188
1. <i>PGD et principe à valeur constitutionnelle</i>	188
2. <i>PGD et PFRLR</i>	188
3. <i>PGD et PGD communautaire</i>	188
4. <i>PGD et principe général du droit international (PGDI)</i>	188
5. <i>PGD et principe à valeur supplétive</i>	188
Chapitre 2. Le contentieux de l'action administrative	190
Section I. Le contentieux de la légalité	190
§ 1. Les conditions de recevabilité du REP	190
A. L'intérêt à agir du requérant.....	192
B. Le caractère de décision administrative de l'acte contesté	194
1. <i>Un acte administratif unilatéral</i>	194
2. <i>Un acte administratif unilatéral décisoire</i>	196
3. <i>Un acte administratif unilatéral décisoire faisant grief</i>	196
C. Le respect des délais de recours	200

§ 2. Les cas d'ouverture du REP	202
A. Les moyens de légalité externe	202
1. <i>Le vice d'incompétence</i>	202
2. <i>Le vice de procédure*</i>	202
3. <i>Le vice de forme*</i>	202
B. Les moyens de légalité interne	204
1. <i>Violation directe de la loi</i>	204
2. <i>Détournement de pouvoir ou de procédure</i>	204
§ 3. Les différents degrés de contrôle du juge de l'excès de pouvoir	208
A. Le contrôle minimum	208
B. Le contrôle restreint ou contrôle de l'erreur manifeste d'appréciation (EMA) ..	210
C. Le contrôle normal	210
Section II. Le contentieux de la responsabilité	216
§ 1. Les conditions communes d'engagement de la responsabilité en droit administratif ..	218
A. L'existence d'un préjudice réparable	218
B. Un fait en relation avec l'activité administrative	218
C. Les causes exonératoires de responsabilité	220
§ 2. La distinction entre responsabilité pour faute et responsabilité sans faute	222
A. Le régime de droit commun de la responsabilité pour faute	224
1. <i>La faute à l'origine du dommage</i>	224
2. <i>La charge de la preuve de la faute</i>	230
3. <i>La gravité de la faute</i>	230
B. Les régimes d'exception de responsabilité sans faute	232
1. <i>La responsabilité sans faute fondée sur le risque</i>	232
2. <i>La responsabilité sans faute fondée sur la rupture d'égalité devant les charges publiques</i>	240
3. <i>La responsabilité fondée sur la garde</i>	244
Index	246